

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
14 rue Antoine Durenne
55013 Bar Le Duc

Bar Le Duc, le 29/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/05/2025

Contexte et constats

Publié sur 

RHOVYL

ZI de Rhovyl
55310 Tronville-En-Barrois

Références : 406-2025/PaD
Code AIOT : 0006200921

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/05/2025 dans l'établissement RHOVYL implanté ZI de Rhovyl 55310 Tronville-en-Barrois. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été effectuée pour faire suite notamment à l'arrêté préfectoral de mise en demeure pris à l'encontre de cet établissement (plan de modernisation des installations industrielles).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RHOVYL
- ZI de Rhovyl 55310 Tronville-en-Barrois
- Code AIOT : 0006200921
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

La société RHOVYL exploite une usine de fabrication et filature de fibres synthétiques sur le territoire de la commune de Tronville-en-Barrois. Elle est autorisée à exploiter par arrêté préfectoral du 30 mars 1992 modifié en particulier par l'arrêté préfectoral 2010-2365 du 9 novembre 2010.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Risque toxique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Visite	AP Complémentaire du 10/03/2022, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Défense incendie	AP de Mise en Demeure du 10/06/2021, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Sites et Sols pollués	AP de Mise en Demeure du 06/02/2024, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mis en œuvre des actions à la hauteur des demandes formulées par l'inspection, concernant le suivi des tuyauteries, la défense incendie du poste de dépotage et l'étude de sol de l'ancien atelier de teinture.

Des actions complémentaires sont toutefois à mener : procéder à un contrôle initial des tuyauteries, définir le plan d'action concernant la pollution mis en évidence dans les sols et mettre en œuvre une procédure de mise en œuvre de la défense incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Visite

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/03/2022, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi des tuyauteries CS2 / Acetone
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise un état initial de la tuyauterie à partir du dossier d'origine ou reconstitué de cet équipement, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur la tuyauterie

(contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent.

Ce dossier est constitué dans un délai de trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et est aisément consultable lors d'un contrôle de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant a présenté 14 plans d'inspection pour les équipements qui ont été réalisés début 2025.

Les plans d'inspection comprennent, notamment un état initial, les points singuliers, les modes de dégradations potentiels, le contenu du plan d'inspection, les critères d'acceptation. Ils sont basés sur la connaissance des équipements en place et notamment l'épaisseur initiale estimée.

Aucun contrôle d'épaisseur n'a été effectué à ce jour. Sur la base des plans d'inspection, la société RHOVYL s'est engagée à réaliser ceux-ci pour le mois d'octobre 2025.

L'arrêté préfectoral impose la production du plan d'inspection, qui doit comprendre le contrôle initial. Un ultime délai de trois mois peut être octroyé à la société RHOVYL pour procéder au contrôle initial et transmettre les résultats.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à la société RHOVYL de procéder à un contrôle d'épaisseur, conformément au plan d'inspection qu'elle a transmis et pour l'ensemble des équipements, sous un délai de 3 mois

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Défense incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 10/06/2021, article 1

Thème(s) : Risques accidentels, Défense incendie

Prescription contrôlée :

La SAS RHOVYL, dont le siège social est situé Chemin du Rougea à Tronville-en-Barrois (55 310) et immatriculée est mise en demeure pour l'exploitation de son usine de filature de fibres textiles :

- de transmettre à l'inspection de l'environnement un document justifiant que l'établissement dispose des moyens d'extinction suffisants pour lutter contre le scénario d'incendie majorant parmi les scénarios identifiés dans l'étude de dangers, un document justifiant de la suffisance des volumes de rétention présents dans l'établissement et une procédure de maintenance dans laquelle est définie les contrôles et les fréquences des tests à réaliser sur les moyens fixes de lutte contre l'incendie ;

<p>Constats :</p> <p>La société RHOVYL s'est équipée d'un canon à eau/mousse mobile ainsi que d'une réserve d'émulseur.</p> <p>Ce canon est mobile et mis en œuvre en cas d'incendie. Il est conservé dans un bâtiment à proximité de l'installation de dépotage des camions de CS2 et d'acétone.</p> <p>Lors d'une opération de dépotage, le canon est mis en place pendant toute la phase de dépotage. L'exploitant a présenté des éléments démontrant la réalisation d'essais de mise en œuvre.</p> <p>En cas d'incendie dans la zone de stockage, le canon peut être déployé pour intervenir avant l'arrivée des secours.</p> <p>Il a toutefois été identifié que l'exploitant n'a pas mis en œuvre de procédure décrivant les actions à mener, lors d'un dépotage ou lors d'un feu sur l'ensemble des équipements stockant ou véhiculant des liquides inflammables. Une telle procédure doit également décrire les actions de maintenance, d'essai et de formation du personnel.</p> <p>La suffisance des moyens de rétention n'a pas été contrôlée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de rédiger une procédure concernant l'emploi, les exercices, la formation, la maintenance et les essais du canon mobile.</p> <p>Le document est transmis à l'inspection dans un délai de un mois.</p> <p>L'exploitant transmettra également un calcul justifiant du volume de la rétention de l'installation en cas d'incendie dans un délai de trois mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : Sites et Sols pollués

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 06/02/2024, article 1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Etude de sol</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La SAS RHOVYL, dont le siège social est situé Chemin du Rougea à TRONVILLE-EN-BARROIS (55 310) et immatriculée est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 2.2 de l'arrêté préfectoral 2022-390 du 10 mars 2022 en remettant un mémoire de remise en état prévu l'article R. 512-39-1 du Code de l'Environnement, dans un délai de trois mois.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un premier diagnostic de sol a été transmis le 9 février 2023 pour l'ancien atelier de teinture. Celui-ci mettait en évidence des niveaux de pollution ponctuelle marqués notamment dans les sols (plomb, mercure) ou dans les gaz du sol (solvants chlorés).</p> <p>Sur la base de ces éléments et en l'absence d'un mémoire de remise en état justifiant que le site est compatible avec un usage industriel, M le Préfet a mis en demeure la société RHOVYL.</p> <p>Une étude complémentaire a été réalisée.</p>

Il comprend :

- Un diagnostic des milieux eaux souterraines et superficielles, sols, gaz du sol, air ambiant. Il porte sur l'ensemble des polluants mis en évidence lors de la première campagne ;
- Une détermination des actions de dépollution ;

- Une analyse des risques résiduels prédictive.

Il y a lieu de retenir que l'étude complémentaire montre une pollution marquée des sols par les métaux (plomb jusqu'à 30g/kg), les hydrocarbures et HAP ponctuellement, que l'analyse de l'air ambiant ne confirme pas l'analyse des gaz du sol, les polluants n'ayant pas été détectés dans l'air ambiant.

L'étude préconise des travaux de dépollution par excavation des sols les plus impactés par les métaux et les hydrocarbures/HAP en extérieur du bâtiment.

L'ARR déduit que l'usage industriel serait compatible.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection invite l'exploitant à prendre en compte les conclusions de l'étude en déterminant les actions de remédiation qu'il va entreprendre accompagné d'un échéancier de travaux dans un délai de trois mois.

Type de suites proposées : Sans suite